

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Secrétariat général

T E L E F A X

Genève, le 9 août 2000

Lettre-circulaire N° 74

(Procédure accélérée
via facsimile)

Objet: Vacance d'emploi

Avis de vacance N° 33-2000 UIT

Monsieur le Directeur général,

L'emploi décrit en annexe doit être pourvu au siège de l'UIT.

La description d'emploi correspondante, les aptitudes requises des candidats, ainsi que toutes indications utiles, figurent en annexe à la présente lettre.

Les Administrations sont priées de diffuser les avis de vacance à toutes les sources potentielles de recrutement: universités, instituts, associations d'ingénieurs et le secteur privé selon le cas.

Je serais reconnaissant à votre Administration de bien vouloir me communiquer les noms des candidats qualifiés pour l'emploi mentionné ci-dessus. Les candidatures détaillées, présentées sur les formules de notice personnelle de l'UIT, doivent être envoyées au Secrétariat général au plus tard le **9 octobre 2000**.

La Conférence de plénipotentiaires de (Minneapolis, 1998) a adopté la Résolution 48 (Rev.), affirmant que: "... lors du choix entre plusieurs candidats ayant les qualifications requises pour l'emploi, la préférence doit être donnée aux candidats de régions du monde qui sont insuffisamment représentées dans les effectifs de l'Union, en tenant compte de l'équilibre qu'il est souhaitable d'obtenir entre le personnel féminin et le personnel masculin."

Les administrations de pays situés dans des régions du monde qui ne sont pas ou sont insuffisamment représentées parmi le personnel de l'Union sont particulièrement invitées à présenter des candidatures de personnes possédant les aptitudes requises.

Les administrations sont priées de bien vouloir se référer aux Notifications mensuelles dans lesquelles les résultats de tous les concours aux emplois vacants sont publiés et de faire connaître ces résultats aux personnes dont elles transmettent la candidature.

Les fonctionnaires qui sont déjà au service de l'Union peuvent poser leur candidature à cet emploi.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur général, l'assurance de ma haute considération.

Yoshio UTSUMI
Secrétaire général

Annexes: Avis de vacance N° 33-2000 UIT
(Description de l'emploi à pourvoir et conditions d'emploi)

Place des Nations
CH-1211 Genève 20
Suisse

Téléphone +41 22 730 51 11
Téléfax Gr3: +41 22 733 72 56
Gr4: +41 22 730 65 00

Télex 421 000 uit ch
Télégramme ITU GENEVE

E-mail: personnel@itu.int
www.itu.int

UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Secrétariat général

AVIS DE VACANCE No. 33-2000 UIT

Date de parution: 9 août 2000

Date limite de réception des candidatures externes: 9 octobre 2000

Les candidatures féminines
sont encouragées

FONCTIONS:

Chef des Unités de planification stratégique, affaires extérieures et communication

NATURE DE L'ENGAGEMENT*:

Durée déterminée jusqu'à deux ans avec possibilité de prolongation

GRADE:

D.2

NUMERO DE L'EMPLOI:

DS9/D2/200

DATE D'ENTREE:

dès que possible

LIEU D'AFFECTATION:

Siège de l'UIT, Genève, Suisse

BUREAU:

Le Secrétariat général est responsable de tous les aspects administratifs et financiers des activités de l'Union. Il est entre autres chargé de mettre en oeuvre les normes administratives relatives aux questions de fonctionnement, de diffuser des informations sur des questions de télécommunication à des fins opérationnelles et autres, de formuler des avis juridiques à l'intention des Bureaux de l'Union et du Secrétariat général, d'assurer un appui logistique aux activités de l'Union, et notamment aux conférences, de coordonner les travaux de l'UIT avec d'autres organisations internationales, de diffuser des informations destinées aux Etats Membres et aux Membres des Secteurs, à la presse, aux usagers commerciaux ou privés des télécommunications et au grand public. Le Secrétariat général est également responsable de l'organisation d'expositions et de forums mondiaux sur les télécommunications.

UNITE ORGANISATIONNELLE:

Les Unités de planification stratégique, affaires extérieures et communication de l'Union (SEC) aident le Secrétaire général et le Comité de coordination, entre autres activités, à dégager les tendances de l'évolution de l'environnement des télécommunications et à en analyser les conséquences pour l'UIT, à rédiger des études sur la planification stratégique et à déterminer les priorités d'utilisation des ressources budgétaires, à exploiter et mettre en oeuvre les possibilités d'amélioration opérationnelle et à contrôler les économies de coût ou les autres avantages pour assumer efficacement les responsabilités confiées à l'Union; à établir et à maintenir de bonnes relations internes avec les Etats Membres et les "Membres des Secteurs" et à assurer le secrétariat administratif du Conseil, de la Conférence de plénipotentiaires et des autres conférences organisées par l'Union; à établir et à entretenir de bonnes relations extérieures avec le pays hôte, les organismes privés et publics, les organisations régionales et internationales, l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées; à établir et entretenir de bonnes relations avec les média et le grand public; à donner des conseils concernant les informations destinées à être diffusées dans le monde entier et à rédiger ces informations.

ATTRIBUTIONS/RESPONSABILITES:

Sous la direction du Secrétaire général, le/la titulaire: **1.** Suit en permanence l'évolution et les tendances de l'environnement des télécommunications dans le contexte de l'économie et de la société mondiales de l'information et analyse leurs conséquences pour l'UIT; planifie, organise et dirige les études stratégiques, définit des options, propositions et plans se rapportant aux objectifs de l'Union dans un environnement en évolution en précisant les politiques, mesures et adaptations requises pour atteindre ces objectifs; dirige et

.../...

Les candidats de l'extérieur doivent **INDIQUER LEUR NATIONALITE, CITER LE NUMERO DE L'AVIS DE VACANCE D'EMPLOI AUQUEL ILS REPONDENT**, et faire parvenir leur candidature ainsi que leur Notice Personnelle (NP) dûment remplie (si elle n'est pas déjà en possession de l'UIT) à l'adresse suivante:

Département du Personnel, UIT, Place des Nations, CH - 1211 Genève 20, Suisse.

Téléphone: +41 22 730 51 11, Téléfax Gr3: +41 22 733 72 56 or Gr4: +41 22 730 65 00, E-mail: personnel@itu.int

La NP est disponible sur le site Web de l'UIT: www.itu.int.

Toute candidature soumise sans Notice Personnelle ne sera pas considérée.

* La nature de l'engagement des candidats internes dépendra de leur statut contractuel.

assure la rédaction de rapports et de publications conçus pour encourager l'élaboration de la politique en matière de télécommunications et le traitement des questions stratégiques selon une approche très large et multidisciplinaire et aide les Etats Membres et les Membres des Secteurs à s'adapter à un environnement en rapide évolution. **2.** Coordonne les questions administratives entre les Secteurs et les Départements du Secrétariat général et élabore des propositions à l'intention du Secrétaire général. **3.** Assure des services de secrétariat au Conseil, à la Conférence de plénipotentiaires et aux autres conférences de l'Union; fait fonction de Secrétaire exécutif du Comité de coordination. **4.** Planifie, dirige et coordonne l'ensemble du programme d'information publique de l'UIT, s'emploie à promouvoir son rôle directeur dans la communauté internationale et veille à ce que le message de l'UIT soit transmis de manière efficace; fournit des conseils d'expert au Secrétaire général et au personnel de direction sur toutes les questions concernant les stratégies de l'information, l'image de l'UIT et les possibilités d'assurer la promotion de l'Organisation. **5.** En collaboration avec les Bureaux, planifie et dirige l'analyse et l'examen des activités et opérations des différents Secteurs de l'Union en vue de dégager les possibilités d'améliorations opérationnelles, y compris l'établissement d'indicateurs permettant aux gestionnaires de contrôler les résultats obtenus, et les aide à fixer des priorités pour l'allocation des ressources; dirige l'élaboration de plans permettant d'appliquer les résultats de l'examen des opérations; conseille les cadres supérieurs sur les questions de gestion et les possibilités d'intervention. **6.** Supervise l'établissement et le maintien de bonnes relations entre l'UIT, les Etats Membres et les Membres des Secteurs, avec l'ONU et ses institutions spécialisées et d'autres organisations internationales, avec les institutions de développement et institutions financières, d'autres organisations bilatérales et multilatérales, avec les organisations régionales et sous-régionales de télécommunication, les organisations de télécommunication par satellite, les principales organisations non gouvernementales internationales et les milieux universitaires. **7.** Dans l'exercice de ses fonctions le/la titulaire travaille en étroite collaboration avec d'autres organisations intergouvernementales et non gouvernementales et représente l'UIT à l'échelle nationale, régionale et internationale. **8.** S'acquitte de toute autre tâche qui peut lui être confiée par le Secrétaire général.

APTITUDES REQUISES:

1. Titre universitaire supérieur en ingénierie des télécommunications, économie, droit, sciences politiques, administration publique ou gestion des entreprises ou dans une branche connexe, ou formation reçue dans un établissement d'enseignement supérieur de réputation établie, sanctionnée par un diplôme de niveau équivalent à un titre universitaire supérieur dans l'un des domaines précités.
2. Plus de 20 années d'expérience avec des responsabilités croissantes, dont un minimum de 10 ans dans un environnement international soit public soit privé, et connaissance approfondie des télécommunications dans le contexte international des politiques et de la planification stratégique ainsi que de l'analyse opérationnelle. Est également requise l'expérience dans l'émission de conseils et d'avis d'expert au personnel de direction sur une vaste gamme de questions et de politiques liées à l'information et aux politiques en matière de télécommunications internationales. L'expérience confirmée de la gestion est indispensable.
3. Aptitude reconnue à diriger efficacement la coordination d'activités interorganisations.
4. Excellente aptitude à communiquer de façon efficace et convaincante oralement comme par écrit.
5. Manifester un vif intérêt pour les questions politiques et aptitude à établir et à entretenir de bonnes relations de travail avec les représentants de haut niveau des Membres de l'UIT et d'autres entités importantes.
6. Excellente connaissance de l'anglais et très bonne connaissance du français. La connaissance d'une troisième langue officielle serait un avantage.

(Selon les dispositions de la Résolution N° 626 du Conseil, l'assouplissement des conditions requises en matière de connaissances linguistiques peut être autorisé pour les candidats ressortissants de pays en développement.)

NOTES

- Conformément aux dispositions de la Résolution 48 (Rev.) adoptée par la Conférence de plénipotentiaires (Minneapolis, 1998):
 - a) Lors du choix entre plusieurs candidats ayant les qualifications requises pour l'emploi, la préférence doit être donnée aux candidats des régions du monde qui sont insuffisamment représentées dans les effectifs de l'Union.
 - b) Le recrutement peut se faire au grade immédiatement inférieur lorsqu'aucun candidat ne possède toutes les qualifications requises.
- Les nominations sont subordonnées à la délivrance d'un certificat médical, à la vérification des titres et références des candidats et au résultat de consultations avec les autorités du pays dont le candidat est ressortissant.
- Les conjoints et les enfants célibataires de la famille des fonctionnaires internationaux ont accès au marché suisse du travail aux conditions établies par les autorités suisses compétentes.

LES CANDIDATS NE SERONT CONTACTES QUE SI LEUR CANDIDATURE EST SUSCEPTIBLE D'ETRE RETENUE

Distribution externe

CONDITIONS D'EMPLOI

Les conditions d'emploi
pour une nomination à titre temporaire (durée déterminée)
sont régies par les Statut et Règlement du personnel
et peuvent être résumées comme suit:

1. Traitement annuel (taux actuel):

Grade D.2

Pour les fonctionnaires ayant un conjoint à charge ou un enfant à charge de \$ 83.081,- à \$ 91.181,- par augmentations annuelles (augmentations biennales pour les échelons 2 à 6), accordées sous réserve d'un exercice satisfaisant de leurs fonctions. En outre, à l'heure actuelle, une indemnité de poste n'ouvrant pas droit à pension et s'échelonnant de \$ 25.090,46 à \$ 27.536,66 nets par an vient s'ajouter au traitement.

Pour les fonctionnaires sans charge de famille de \$ 76.325,- à \$ 83.113,- par augmentations annuelles (augmentations biennales pour les échelons 2 à 6), accordées sous réserve d'un exercice satisfaisant de leurs fonctions. En outre, à l'heure actuelle, une indemnité de poste n'ouvrant pas droit à pension et s'échelonnant de \$ 23.050,15 à \$ 25.100,12 nets par an vient s'ajouter au traitement.

Le traitement, les allocations et indemnités (y compris la prime de rapatriement) sont versés en francs suisses à un taux qui est fixé par le Secrétaire général; ce taux qui est variable est actuellement de 1,65 franc suisse pour 1 dollar.

2. Durée de l'engagement

Les engagements pour une durée déterminée n'autorisent pas leur titulaire à compter sur une prolongation ou sur une nomination d'un type différent. Il peut y être mis fin par le Secrétaire général ou par le fonctionnaire intéressé sur préavis de 30 jours, sous réserve des conditions prescrites par le Statut du personnel.

La préférence sera donnée aux candidats âgés de moins de 55 ans.

3. Indemnités (taux actuel)

a) Prime d'affectation

A leur arrivée à Genève les fonctionnaires reçoivent une prime d'affectation versée par l'Union. Cette prime s'élève à 325,- francs suisses par jour pour le fonctionnaire et à 162,50 francs suisses par jour pour chacune des personnes à sa charge, pendant une durée de 30 jours après son arrivée à Genève.

Sous certaines conditions, à déterminer au moment de l'engagement, les fonctionnaires peuvent prétendre à d'autres sommes lors de l'affectation.

b) Allocations familiales

- | | |
|---|--------------------------------|
| - Pour un conjoint à charge | inclus dans le salaire de base |
| - Pour un enfant à charge
(Si le premier enfant est celui
pour lequel le fonctionnaire
est considéré comme ayant une
"personne à charge" inclus dans le salaire
de base) | 3.366 francs suisses par an |
| - Lorsqu'il n'y a pas de conjoint
à charge pour une seule des
personnes ci-après: père, mère,
frère ou soeur à charge | 1.500 francs suisses par an |

Le versement des allocations familiales est basé sur la reconnaissance de la qualité de "personne à charge" conformément aux définitions des Statut et Règlement du personnel de l'UIT. Aux fins de ces Statut et Règlement, un "enfant" est l'enfant d'un fonctionnaire, âgé de moins de 18 ans, ou de moins de 21 ans s'il fréquente régulièrement une école, une université ou un établissement d'enseignement analogue et si le fonctionnaire subvient pour la plus grande partie et régulièrement à son entretien. Pour un enfant atteint d'une invalidité totale et permanente aucune condition d'âge ni de fréquentation d'un établissement scolaire n'est imposée. Cependant, en vue d'éviter tout cumul d'allocation et d'assurer l'égalité des fonctionnaires, les allocations familiales sont réduites du montant de tout autre allocation de même nature que le fonctionnaire peut recevoir d'une autre source.

c) Indemnité pour frais d'études

Une indemnité pour frais d'études pouvant atteindre \$ 9.750,- par an est versée pour chaque enfant de moins de 25 ans qui fréquente régulièrement une école, une université, ou un établissement d'enseignement analogue. Les fonctionnaires de nationalité suisse n'ont pas droit à cette indemnité, sauf dans le cas d'enfants souffrant d'un handicap physique ou mental.

d) Subside au logement

Dans certaines circonstances, un subside au logement peut être accordé aux fonctionnaires récemment arrivés au lieu d'affectation, lorsque le loyer représente une proportion trop élevée de la rémunération totale.

4. Frais de voyage et frais de déménagement

a) Voyage

Le voyage du fonctionnaire recruté sur le plan international et des personnes qui sont à sa charge entre le lieu de son recrutement et Genève, s'effectue aux frais de l'Union. Aux fins du paiement des frais de voyage, sont considérés comme personnes à charge: le mari ou l'épouse, ainsi que les enfants non mariés de moins de 18 ans, ou de moins de 21 ans s'ils fréquentent régulièrement un établissement d'enseignement ou une université ou quel que soit leur âge s'ils sont atteints d'une invalidité totale et permanente.

b) Déménagement

Toute nomination pour une période de deux ans, ou plus, donne droit au paiement des frais de déménagement du mobilier et des effets personnels. Le candidat retenu sera informé des conditions détaillées correspondantes.

5. Congé dans les foyers

Tout fonctionnaire recruté sur le plan international a droit à un congé dans les foyers tous les deux ans. Un fonctionnaire dont le lieu d'affectation est situé dans son pays d'origine n'a pas droit au congé dans les foyers.

6. Caisse des pensions

Le candidat retenu sera affilié à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies; une contribution correspondant à 7,9% de son traitement soumis à retenue sera déduite de son traitement à cette fin.

7. Prime de rapatriement

En vertu de l'Article 9.7 des Statut et Règlement du personnel, ont droit à une prime de rapatriement les fonctionnaires que l'Union est tenue de rapatrier, et qui ne restent pas en Suisse à la cessation de service. Cette prime n'est toutefois pas versée à un fonctionnaire révoqué. Les conditions et définitions concernant le droit à cette prime sont fixées par le Secrétaire général. Le montant de la prime est proportionnel au temps que l'intéressé a passé au service de l'Union.

8. Examen médical

L'engagement dépend d'un examen médical satisfaisant effectué sous le contrôle du médecin-conseil de l'UIT.

9. Assurance-maladie

Le candidat retenu sera affilié à la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel.

10. Impôt sur le revenu

Les traitements et autres émoluments versés par l'Union sont exonérés de l'impôt sur le revenu en Suisse.